

# Compte rendu de mission au Guyana

Pierre-Yves Teycheney

22-26 avril 2008

## 1. Présentation générale de la mission

La Communauté du bassin des Caraïbes (CARICOM) est actuellement composée de 15 pays membres : Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, la Dominique, la Grenade, le Guyana, Haïti, la Jamaïque, Montserrat, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago et le Suriname. Cinq autres pays de la zone sont des membres associés : les îles Vierges britanniques (British Virgin Islands), les îles Turques-et-Caïques (Turks & Caicos Islands), Anguilla, les îles Cayman et les Bermudes. Par ailleurs, plusieurs pays ont le statut d'observateurs. Parmi ceux-ci, Aruba, la Colombie, la République Dominicaine, le Mexique, les Antilles néerlandaises, Porto Rico et le Venezuela.

Pour de plus amples informations, voir <http://www.caricom.org/>

Malgré de nombreux obstacles structurels, économiques, fiscaux et politiques, le processus d'intégration des pays membres se poursuit. Pour cela, le CARICOM s'est doté d'un conseil de développement commercial et économique (*Council for Trade and Economic Development*, COTED), chargé d'émettre des recommandations et d'inspirer une politique économique et commerciale commune. Dans le cadre des actions visant à réduire la pauvreté et à accroître le niveau de vie des ressortissants des pays membres, le COTED a recommandé la formation d'un comité d'experts pour les questions sanitaires et phytosanitaires (*Sanitary & phytosanitary measures*, SPS). Ce comité a notamment pour mission de définir les mesures nécessaires à l'accroissement des échanges de produits alimentaires entre les états membres, afin de réduire leur dépendance vis-à-vis des pays tiers. Parmi ces mesures, l'harmonisation des législations en matière de contrôles sanitaires et phytosanitaires est aujourd'hui une priorité, au même titre que la levée des barrières douanières.

C'est dans ce contexte que s'est tenue à Georgetown du 23 au 25 avril 2008 la première réunion des responsables des services de protection des végétaux (*First plant health directors meeting*). Outre les responsables des services compétents des 15 états membres du CARICOM et de deux des états associés (îles Cayman et Anguilla), des spécialistes d'institutions régionales (IICA : *Inter-American Institute for Cooperation in Agriculture*, CARDI : *Caribbean Agricultural Research and Development Institute*, CABI : *Commonwealth Agricultural Bureaux International* et CIRAD) ainsi que des responsables d'agences nationales et internationales (USDA-APHIS, FAO) avaient été conviés à titre d'experts (voir liste des participants en annexe). Cette réunion avait pour objectifs :

- de faire le point sur la mise en place du volet sanitaire et phytosanitaire des accords de l'OMC
- de définir les conditions pour la mise en place d'un système régional de surveillance phytosanitaire

## 2. Mise en place du volet phytosanitaire des accords de l'OMC (WTO/SPS) dans les états du CARICOM

Les mesures de protection sanitaire et phytosanitaire (*Sanitary and Phytosanitary Measures*, SPS, voir [http://www.wto.org/english/tratop\\_e/sps\\_e/sps\\_e.htm](http://www.wto.org/english/tratop_e/sps_e/sps_e.htm)) prévues dans le cadre des accords de l'OMC, dont les pays du CARICOM sont signataires, ainsi que les règles émises sous les auspices de la FAO par l'IPPC (*International Plant Protection Convention*, voir <http://www.spc.int/PPS/ispm.htm>), dont sont également membres les états membres du CARICOM, reconnaissent la souveraineté des états pour contrôler l'entrée des végétaux et

produits végétaux, à condition que le contrôle des importations soit basé sur des données scientifiques, qu'il ait pour objectif de protéger la santé humaine, animale et végétale et qu'il ne cautionne pas une protection arbitraire des marchés intérieurs. Dans le cadre de ces accords, les états membres du CARICOM ont notamment l'obligation :

- d'établir la liste des pathogènes de quarantaine ainsi que celle des zones indemnes de ces derniers
- d'organiser leurs services de protection des plantes, en établissant en particulier un service central de collection des données (*enquiry point*)

### 2.1. Liste des pathogènes de quarantaine

Après bien des discussions, il a été décidé au cours de cette réunion que chacun des états membres devrait fournir au Secrétariat du CARICOM avant le 9/05/08 une liste de 3 pathogènes pour chacune des catégories suivantes :

- Pests present in the region
- Pests with limited regional distribution
- Pests established and of national economic importance

Sur la base de cette liste, le Secrétariat du CARICOM établira les pathogènes prioritaires pour la région et aidera à la mise en place de systèmes de diagnostic et de contrôle.

Au cours de la réunion, des présentations ont été faites sur des pathogènes et ravageurs d'importance dans certains pays :

- acarien rouge du palmier (*red palm mite*) : problème important dans plusieurs pays (Ste Lucie, Trinidad & Tobago par exemple), alors que d'autres (comme la Barbade) sont pour l'instant indemnes. L'USDA a commissionné le CABI pour établir un programme de recherche sur le contrôle biologique de l'acarien. Dans ce cadre, le CABI vient d'obtenir un financement de la Fondation Gates.
- escargot géant africain (*Achatina fulica*) à la Barbade.
- mouches des fruits (espèces *Anastrepha*, *Bactrocera*, *Ceratitis* et *Dacus*) : énorme contrainte pour la commercialisation des fruits, l'exportation étant impossible à partir de zones infestées.
- jaunissement mortel du cocotier (*Candidatus phytoplasma palmae*) : l'impact de la maladie est très important dans plusieurs pays de la zone, en particulier en Jamaïque. Un des problèmes majeurs concerne le diagnostic, pour lequel une aide méthodologique est souhaitée, en particulier de la part du CIRAD (demande formulée par C. Persad –Trinidad & Tobago- et transmise à M. Dollet, chef de l'UR29).

Par ailleurs, j'ai présenté les travaux du CIRAD sur la mise au point d'outils de diagnostic et les études de prévalence du virus de la mosaïque en tirets (BSV) du bananier en Guadeloupe.

Bien que la liste des pathogènes de quarantaine n'ait pas encore été établie, certains d'entre eux ont été suffisamment cités au cours de cette réunion pour que l'on puisse préjuger de leur présence sur la liste finale :

- Acarien rouge du palmier
- Huanglongbing (HLB) des agrumes
- Jaunissement mortel du cocotier
- Maladie de Moko (bananiers et plantains)

- Maladie des raies noires (bananiers et plantains)
- Mouches des fruits

## 2.2. Harmonisation des législations

La mise en conformité des législations nationales avec les directives de la FAO est en cours à Antigua & Barbuda, à la Barbade, aux Bahamas, à Belize, à Grenade, au Guyana, à la Jamaïque, à Ste Lucie et à Trinidad & Tobago. Une législation en matière phytosanitaire est en cours de construction à Haïti depuis 2001 !

## 2.3. Evaluation des outils et des infrastructures

Les situations diffèrent énormément selon les états membres, en fonction de leurs moyens financiers et de leur perception de l'importance des risques liés à l'introduction et/ou la diffusion de pathogènes et ravageurs. Sur la base des présentations effectuées au cours de cette réunion, les situations les plus favorables semblent actuellement être celles de Trinidad & Tobago et de la Jamaïque. Cependant, les dispositifs humains et matériels actuels dans les états membres du CARICOM sont globalement très insuffisants pour couvrir les besoins et assurer l'application du volet SPS des accords de l'OMC. Une évaluation précise de ces dispositifs est donc nécessaire. Dans ce but, le Secrétariat du CARICOM a lancé un appel à candidature pour l'évaluation des dispositifs de contrôle en santé humaine et animale et en sûreté alimentaire, sur financement par le Fonds Européen de Développement (FED). Le CIRAD Guadeloupe a répondu à l'appel et soumis une proposition en avril 2008.

## 2.4. Accords et initiatives régionales

- **Economic partnership agreement (EPA) entre le CARIFORUM et l'Union Européenne** : cet accord devrait être ratifié à la fin du mois de mai 2008 et entrer en application dès la fin de l'année 2008. Il prévoit dans son article 7 (mesures sanitaires et phytosanitaires) une mise en conformité des législations des états du CARICOM avec l'IPPC (voir plus haut), le *Codex alimentarius*, les directives de l'OIE (Organisation Mondiale de la Santé Animale) et celles prévues dans le cadre des accords de l'OMC (SPS, voir plus haut). A cette fin, le CARICOM doit désigner les autorités nationales compétentes pour appliquer cet accord. En contrepartie, ce même accord prévoit des financements européens pour la mise à niveau des états du CARICOM, notamment en matière de certification, diagnostic et infrastructures de contrôle sanitaire, phytosanitaire et de qualité des aliments. Le CIRAD pourra certainement répondre aux appels à candidature qui ne manqueront pas de découler de ces financements.
- **Harmonisation des législations en matière de contrôle phytosanitaire** : le *Legal Affairs Committee* du CARICOM doit examiner au cours de la semaine 18 un texte législatif en la matière. Celui-ci sera ensuite soumis pour accord aux responsables des services de protection phytosanitaire des états membres.
- **Caribbean Agricultural Health and Food Safety Agency (CAHFSA)** : à la suite de la disparition du *Caribbean Plant Protection Committee*, la *Caribbean Food Crop Society* (CFCS), l'IICA et la FAO ont décidé de créer une agence caribéenne de la santé et de la sécurité alimentaire (CAHFSA). Cette agence a pour objectifs d'œuvrer en faveur de la sécurité alimentaire dans la zone (santé animale et végétale, quarantaine, sûreté alimentaire), de favoriser l'harmonisation des approches techniques et des stratégies régionales pour répondre à l'émergence de maladies posant des risques pour l'agriculture et d'aider à la recherche de financements.

Malgré la volonté affichée des états membres du CARICOM, cette agence n'est toujours pas financée et reste donc un vœu pieux plus qu'une réalité. Si elle voit le jour, le Surinam est candidat pour l'accueillir.

### **3. Vers un réseau régional de surveillance phytosanitaire ?**

#### *3.1. Caribbean invasive species working group (CISWG) :*

Ce réseau a été créé lors de la conférence de la CFCS à Grenade, en 2003. Il a pour objectifs de développer des stratégies visant à protéger les Caraïbes d'espèces invasives et de la diffusion de celles qui sont déjà présentes. Il rassemble des institutions régionales (CARDI, FAO, CARICOM, IICA, Université de Floride, PAHO, CABI, USDA-APHIS, CIRAD, University of West Indies, IDIAF, Florida A&M, The nature conservancy, Université de Porto Rico) et est coordonné par le CARDI. Ce réseau est notamment responsable de la mise en œuvre du programme CISSIP (*Caribbean invasive species surveillance and information programme*). Le CARICOM a soumis à des bailleurs un budget de USD 15.8M pour financer ce réseau.

#### *3.2. Mise en place de groupes de travail*

Le CARICOM souhaite pérenniser le Plant Health Directors Group, qui se réunissait pour la première fois, et former des groupes de travail focalisés sur des pathogènes d'intérêt. Au cours de cette première réunion, il a donc été décidé de former des groupes de travail sur les thématiques suivantes :

- Jaunissement mortel du cocotier : coordonnée par Trinidad & Tobago
- Acarien rouge du cocotier : coordonné par Ste Lucie
- Escargot africain géant : coordonné par la Barbade
- Mouches des fruits : coordonné par le Surinam

Des listes de discussion (par courrier électronique) séparées pour chacun des groupes seront hébergées par le serveur du CARDI, qui en assurera la gestion et, le cas échéant, la modération.

Concernant les réunions du Plant Health Directors Group, il a été décidé qu'elles auraient lieu au moins une fois par an. La prochaine réunion aura lieu en février 2009. La question du financement des réunions du groupe se pose.

- L'USDA dispose d'un budget peu important mais constant (aucun chiffre fourni)
- Une contribution de l'Union Européenne pourrait être sollicitée, dans le cadre de la mise aux normes européennes des législations de protection phytosanitaire. L'appui du CIRAD est sollicité pour mobiliser ces fonds.
- L'aide de la FAO sera sollicitée, au niveau de son bureau régional

#### *3.2. Création d'un réseau en santé végétale*

Les participants à la réunion ont été unanimes à reconnaître la nécessité de mettre en place un réseau de santé végétale, sur le modèle du réseau de santé animale CaribVet, qui a été présenté par son coordinateur (Mark Trotman, la Barbade). La stratégie choisie consiste à commencer par mettre en place des groupes de travail sur des pathogènes d'intérêt (voir 3.2) pour amorcer une dynamique de groupe.

#### 4. Conclusions

Au cours de cette réunion, **le CIRAD a été fortement sollicité pour apporter son appui scientifique et technique à l'élaboration d'une politique régionale en matière de contrôle phytosanitaire.** La formidable carte de visite que constitue le succès du réseau CaribVet est pour beaucoup dans le prestige régional dont jouit le CIRAD, et ce succès a contribué de façon décisive à la volonté du CARICOM d'associer notre institut aux initiatives régionales en matière de contrôle phytosanitaire.

Les perspectives à moyen terme dépendent à la fois de facteurs politiques que nous ne maîtrisons pas -les Département Français d'Amérique n'étant ni membre de droit ni membres associés du CARICOM- et de notre volonté et notre capacité à participer aux initiatives soutenues par le CARICOM. Certaines d'entre elles répondent pleinement aux **objectifs d'ancrage régional du CIRAD Antilles-Guyane**, notamment la création d'un réseau en santé végétale sur le modèle de CaribVet. Un tel réseau revêt de surcroît une importance stratégique dans la protection des DFA contre certaines des maladies et ravageurs présents dans la zone ou risquant d'y être introduits. Il s'inscrit également dans **l'approche globale du CIRAD Guadeloupe vis-à-vis des problématiques de gestion des risques en santé animale et végétale**, qui font l'objet d'un projet dans le cadre des programmes opérationnels (FEDER).

La dynamique amorcée au niveau des états membres du CARICOM est fragile et les précédentes tentatives de fédération des efforts en matière de contrôle phytosanitaire n'ont pas été couronnées de succès. Cet état de fait résulte d'un manque important de moyens humains (effectifs, personnel qualifié) et matériels. Cependant, il est important pour le CIRAD de maintenir, voire de resserrer, ses liens avec le CARICOM et les institutions gouvernementales des états membres:

- en continuant à participer aux réunions des responsables de la protection des plantes des états du CARICOM,
- en répondant favorablement aux demandes d'assistance technique formulées par les services compétents des états du CARICOM. Certaines ont été exprimées au cours de cette réunion : techniques de diagnostic du jaunissement mortel du cocotier (Trinidad & Tobago), aide au diagnostic des maladies des agrumes (Haïti), assistance en *pest risk analysis* (tous pays),
- en poursuivant les activités de coopération régionale développées depuis 5 ans, notamment en matière d'accueil et de formation.

**Les initiatives du CARICOM ne doivent cependant pas nous détourner de la création de nos propres réseaux régionaux de surveillance pour les maladies et ravageurs d'intérêt pour les DFA, qui sont complémentaires de ceux souhaités par le CARICOM.** De tels réseaux pourront éventuellement constituer la base de réseaux plus importants auxquels les états membres du CARICOM pourront ultérieurement se joindre s'ils le souhaitent.

## Annexe : liste des participants

	Nom	Pays	Fonction	Coordonnées
Ministères de l'agriculture	Janil Gore-francis	Antigua & Barbuda	Plant protection officer	<a href="mailto:plantprotection@antigua/gov.ag">plantprotection@antigua/gov.ag</a>
	Godfrey Springer	The Bahamas	Vétérinaire	<a href="mailto:springtime@coralwave.com">springtime@coralwave.com</a>
	Michael James	Barbade	Agricultural officer	<a href="mailto:pathology_mar@caribsurf.com">pathology_mar@caribsurf.com</a>
	Mark Trotman	Barbade	Sr veterinary officer	<a href="mailto:svo@caribsurf.com">svo@caribsurf.com</a>
	Francisco Gutierrez	Belize	Technical director, BAHA	<a href="mailto:frankpest@yahoo.com">frankpest@yahoo.com</a>
	Ryan Anselm	Dominique	Plant protection officer	<a href="mailto:anselmpope@hotmail.com">anselmpope@hotmail.com</a>
	Paul Graham	Grenade	Plant management officer	<a href="mailto:paulgraham@spiceisle.com">paulgraham@spiceisle.com</a>
	Victorine Kellman	Guyana	Technical manager	<a href="mailto:Victorine-kellman@yahoo.com">Victorine-kellman@yahoo.com</a>
	Shamein Moseley	Guyana	Agriculture officer	<a href="mailto:coela_moseley@yahoo.com">coela_moseley@yahoo.com</a>
	Pierre C. Charles	Haïti	Deputy director	<a href="mailto:piecharles1055@yahoo.com">piecharles1055@yahoo.com</a>
	Lisa Myers	Jamaïque	Sr research drector	<a href="mailto:ppu@moa.gov.jm">ppu@moa.gov.jm</a>
	Shelia Harvey	Jamaïque	Chief plant quarantine officer	<a href="mailto:syharvey@moa.gov.jm">syharvey@moa.gov.jm</a>
	Claude Browne	Montserrat	Agriculture devt officer	<a href="mailto:browneca@gov.ms">browneca@gov.ms</a>
	St Clair Williams	St Kitts & Nevis	Plant quarantine officer	<a href="mailto:doastk@sisterisles.kn">doastk@sisterisles.kn</a>
	Guy Mathurin	Ste Lucie	Sr research officer	<a href="mailto:guymathurin@yahoo.com">guymathurin@yahoo.com</a>
	Michael Delpeche	St Vincent/Grenadines	Agricultural instructor	<a href="mailto:michaeldelpy@yahoo.com">michaeldelpy@yahoo.com</a>
	D. Radjendrekoeamar	Suriname	Head agriculture health food	<a href="mailto:rdebie@hotmail.com">rdebie@hotmail.com</a>
	Anuradha Monorath	Suriname	Plant protection officer	<a href="mailto:ppsue@sr.net">ppsue@sr.net</a>
	Cynthra Persad	Trinidad & Tobago	Director of research	<a href="mailto:minalmdirresearch@tstt.net.tt">minalmdirresearch@tstt.net.tt</a>
	Anjanie Ramlogan	Trinidad & Tobago	Agricultural officer	<a href="mailto:minfpmrenquirypoint@tstt.net.tt">minfpmrenquirypoint@tstt.net.tt</a>
	Dale Nandlal	Trinidad & Tobago	Entomologiste	<a href="mailto:minfpmrenquirypoint@tstt.net.tt">minfpmrenquirypoint@tstt.net.tt</a>
Institutions & organisations	William Vanterpool	Anguilla	Director of agriculture	<a href="mailto:william.vanterpool@gov.ai">william.vanterpool@gov.ai</a>
	Adrian Estwick	Iles Cayman	Director of agriculture	<a href="mailto:adrian-estwick@gov.ky">adrian-estwick@gov.ky</a>
	Ulrike Krauss	Trinidad & Tobago	Co-director, CABI	<a href="mailto:u.krauss@cabi.org">u.krauss@cabi.org</a>
	Bruce Lauckner	Trinidad & Tobago	Head strategic alliances CARDI	<a href="mailto:blauckner@cardi.org">blauckner@cardi.org</a>
	Hesdie Grauwde	Barbade	Policy officer, FAO	<a href="mailto:hesdie.grauwde@fao.org">hesdie.grauwde@fao.org</a>
	Carol Thomas	Barbade	Agri health specialist, IICA	<a href="mailto:carol.thomas@iica.int">carol.thomas@iica.int</a>
	John Shaw	Rép. Dominicaine	Sr APHIS attaché, USDA	<a href="mailto:john.l.shaw@aphis.usda.org">john.l.shaw@aphis.usda.org</a>
	Wayne deChi	Trinidad & Tobago	Agricultural scientist, USDA	<a href="mailto:wayne.dechi@aphis.usda.org">wayne.dechi@aphis.usda.org</a>
	Joan Sills	USA	USDA APHIS representative	<a href="mailto:joan.sills@aphis.usda.org">joan.sills@aphis.usda.org</a>
	Margaret Kalloo	Guyana	Deputy Programme Manager, CARICOM	<a href="mailto:mkalloo@caricom.org">mkalloo@caricom.org</a>